Dans l'Empire qui vient... trajectoires des espaces post-communistes

Wanda Dressler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/1542>

DOI : 10.4000/strates.1542

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2006

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Wanda Dressler, « Dans l'Empire qui vient... trajectoires des espaces post-communistes », *Strates* [En ligne], 12 | 2006, mis en ligne le 19 juillet 2007, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/1542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.1542>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Dans l'Empire qui vient... trajectoires des espaces post- communistes

Wanda Dressler

- 1 Ce qu'il est convenu de nommer « l'écroulement du bloc soviétique » a marqué un tournant dans la pensée géopolitique et sociologique contemporaine.
- 2 Pendant plusieurs décennies, on s'était habitué en effet à penser le cadre international en termes de division du monde en blocs « idéologiques » ou en systèmes de production ou régimes politiques. On s'était également accoutumé à penser la nation en termes de nation civique, oubliant les autres formes actualisées dans le bloc de l'Est sur le modèle allemand de la culture-nation.
- 3 Il ne semble pas, pour l'heure, qu'une véritable théorisation de ces changements ait été achevée, bien que plusieurs formulations et « paradigmes » aient été proposés pour tenter de dégager la logique d'ensemble des recompositions en cours, ou, du moins, s'efforcer de « décrire » le nouvel ordre du monde découpé en blocs régionaux.
- 4 Notre but, dans cet ouvrage, est non pas d'avaliser l'une de ces formulations mais de voir lesquelles sont susceptibles de servir de cadre, d'outil conceptuel ou de fil conducteur à une analyse des transformations de l'espace est-européen qui ont abouti à l'élargissement de l'Europe et de l'Otan et à la formulation d'une politique de voisinage qui tente d'intégrer les espaces voisins dans une dynamique proche de celle qu'incarne l'Union européenne (UE). Les frontières de celle-ci se sont vues ainsi repoussées aux portes de la Russie et de l'ancienne puissance ottomane et questionnent en retour les transformations de ces dernières.
- 5 La bipolarité semblait indiquer une unité relative au sein de chaque camp. Or, depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, on s'aperçoit qu'il y a des facteurs de division nombreux dans les deux camps, tant au sein du monde occidental qu'est-oriental. L'unité du pôle occidental ne semblait tenir que face à l'unité présumée du bloc communiste. Après la chute du mur, on a eu tendance à identifier mondialisation, puissance mondiale des États-Unis et hégémonie économique soutenue par une grande

puissance militaire, imposant son ordre au monde entier. Cette tendance marque une certaine transition paradigmatique d'une approche en termes d'économie globale, de processus surplombant, à une analyse en termes de domination, de pouvoir, introduisant la notion d'empire¹. Dans cette perspective, cette notion signale la division interne d'un monde unique issu de la guerre froide. La division n'est pas tant posée en termes de rivalité entre puissances que de soumission du continent européen à cette domination.

- 6 L'idée n'est pas nouvelle. Déjà avant la Première Guerre mondiale, on s'inquiétait en Europe de la montée en puissance de l'économie américaine et l'on redoutait la perte d'influence du continent européen. Contre ce danger lié à la réalisation d'un projet impérial, l'unification de l'Europe se présentait comme un acte de survie économique et politique, impliquant une collaboration européenne renforcée, ceci même avant le déclenchement du conflit... La collaboration européenne reposait à son tour sur la mise au second plan des barrières : frontières, nationalisme, dans une perspective supranationale.
- 7 C'est ce scénario que l'on semble voir se dérouler sous nos yeux depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe mettant tout en œuvre pour réaliser son unification à court et moyen terme en vue de devenir un ensemble compétitif sur la scène mondiale, en concurrence avec d'autres puissances, dont celle des États-Unis, et en complémentarité avec les puissances eurasiatiques, russe et turque en recomposition, bien que la relation entre ces deux ensembles se présente de façon incertaine. La notion d'empire qui vient... pourrait ainsi se révéler pertinente pour analyser nombre de transformations qui président à la reconfiguration européenne.
- 8 Si l'on suit Toni Negri dans la définition qu'il donne de l'empire aujourd'hui dans son livre éponyme, celui-ci n'est plus l'impérialisme qui traduisait l'extension des États-nations, impliquant une rivalité entre diverses puissances. L'empire émerge aujourd'hui comme le centre qui soutient la mondialisation des réseaux de production, comme régime qui englobe la totalité de l'espace, comme souveraineté mondiale, pouvoir unique sans limites nécessitant une dissolution des barrières territoriales, des frontières et des souverainetés de type classique.
- 9 Selon cette conception de l'empire, les États-Unis occupent une place privilégiée dans la nouvelle constitution mondiale de l'autorité impériale par la relation établie entre cette autorité impériale et le nouvel ordre du droit, la légitimation de la guerre au nom de la paix et le pouvoir de police mondial. La rivalité entre grandes puissances n'est pourtant pas absente : elle prend toujours appui sur la conquête de territoire ou de zone d'influence. L'Europe depuis quinze ans est un terrain privilégié d'observation de ces rivalités. L'existence de ces tensions impériales sous-jacentes donne tout leur sens aux processus de recomposition en cours, dans l'UE et ses marges.
- 10 Pour s'affirmer comme puissance, l'UE, au-delà de la chute du mur de Berlin, s'est donné pour but d'homogénéiser son espace au plan politique, économique et social, en accélérant la libéralisation économique des espaces post-communistes.
- 11 Cet ouvrage retrace les principales étapes de ce processus de reconfiguration européenne dans différents domaines, mettant à contribution différentes disciplines (de la géographie à la sociologie, la philosophie, la linguistique, l'ethnologie, l'économie et à la science politique) et divers types d'approches et de points de vue. Les idéologies qui émanent des foyers impériaux en compétition font partie de ces processus car elles agissent à part entière dans la reformulation et la réorientation des conduites des

acteurs sociaux européens. Elles seront donc intégrées en tant qu'objet d'appropriation par les acteurs sociaux en présence et de réflexion pour les chercheurs présents dans cet ouvrage.

- 12 Ces tensions traversent l'intérieur même du territoire de la Fédération de Russie dont l'évolution vers la démocratisation de ses structures par le biais d'une fédéralisation d'États tout à fait inédite dans son fonctionnement, depuis la décomposition de l'Empire soviétique, se voit mise en question par le nouveau président. Des nations-ethnies jusqu'aux républiques autonomes de la Fédération, c'est tout un itinéraire nouveau, ouvert aux différents peuples vivant à l'intérieur de ces entités politiques qui semble se fermer, alors que ces peuples commençaient à profiter d'une liberté nouvelle après 1989. La nouvelle présidence a initié une reprise en main autoritaire de la démocratie « dirigée » impulsée par Boris Eltsine, vers une voie moyenne entre fédération d'États et empire, pour tenter d'enrayer les forces centrifuges qui s'y faisaient jour et retrouver puissance et autorité sur son territoire menacé de fragmentation.
- 13 Les différents pays de la Communauté des états indépendants (CEI) comme la Biélorussie et l'Ukraine, voire plus loin, la Géorgie et certains pays d'Asie centrale, sont obligés de se situer par rapport à ce durcissement interne qui a aussi sa traduction externe, alors qu'intervient chez eux un échéancier électoral qui pousse au renouvellement des élites et à la libéralisation des régimes postsoviétiques. Tout semble se passer comme si la sphère d'influence de l'ex-Empire constituée par la CEI commençait à se fissurer, sous l'influence conjointe de l'élargissement de l'Europe conjuguée à celui de l'Otan, qui se réalise sur le même tracé frontalier, et de la mondialisation libérale. De la guerre des Balkans, désormais sous protectorat ou contrôle onusien, aux frappes de l'Otan qui consacrent une emprise américaine dans les Balkans, puis à la guerre d'Irak qui achève de fissurer l'unité européenne à la veille de son élargissement, on constate l'évolution d'une idée de l'Europe moins marquée par un changement réel de son unité politique que par la construction d'un marché plus ouvert sur l'Est et le Sud. À l'Est, la puissance énergétique russe joue un rôle structurant de plus en plus marqué face au Sud où les puissances énergétiques moyen-orientales cherchent aussi à renégocier leur articulation à la puissance européenne. Comment une révolution anti-bureaucratique fut-elle possible ?
- 14 Les prétentions à la prééminence des modèles en présence qui se concentrent dans l'Europe « des nouveaux entrants » et chez leurs voisins font ainsi ressurgir certaines tensions que l'on croyait en voie de dissipation, le modèle impérial aidant en principe à dissoudre les tensions générées surtout par les exacerbations nationales. Les trajectoires de certains pays paraissent soudain incertaines et délimitent ici un vaste champ d'expérience.
- 15 Devant ce constat, dix-sept ans après la chute du mur, une relecture des prémisses de l'implosion du bloc soviétique et des différentes trajectoires qu'ont suivi dès lors les pays post-communistes s'avérerait particulièrement utile pour revisiter les façons dont on a pensé les ruptures et interprété les transformations dans les différents pays, sous l'impact de facteurs aussi bien endogènes qu'exogènes. Cette relecture est esquissée ici pour inciter à renouveler le questionnement sur le sens du « moment 1989 ». On commence par questionner la Pologne qui a, par ses mouvements sociaux des années 1970, ébranlé plus fortement que les autres la crédibilité du système communiste, peut-être parce que sur son territoire se sont révélées des poches de résistance multiformes

bien relayées au plan international par ses multiples canaux diasporiques. La mythologie qui entoure *Solidarnosc* a tendance en Occident à faire de ce mouvement le point de départ des révolutions qui allaient se déclencher en 1989 d'abord dans l'Europe médiane. L'on n'a pas encore sans doute mesuré le retentissement qu'il a eu également dans l'ensemble du bloc soviétique. On est tout juste en train de le redécouvrir en constatant les ramifications qui nous conduisent aujourd'hui vers les révolutions de couleurs qui secouent depuis trois ans les marges de l'ex-Empire soviétique, à commencer par la Serbie, la Georgie, l'Ukraine et certains pays d'Asie centrale comme la Kirghizie. Cette seconde vague de démocratisation amorcée sera sans doute plus à même de nous dévoiler la vraie nature de ces révolutions qui sont essentiellement d'essence libérale et dont on peut dire plus précisément maintenant que la première a été effectivement la plus fortement ancrée en Pologne. Le libéralisme polonais apparaît déjà intégré comme une dimension nécessaire mais non sauvage, sous l'égide d'une Église fortement impliquée dans les recompositions et d'une diaspora dont on découvre peu à peu les réseaux d'influence puissants qu'elle a tissés.

- 16 L'ouvrage commence ainsi par un retour sur les événements qui ont ébranlé ce bloc, les mouvements sociaux et « les révolutions de velours » de 1989, pour réévaluer les ruptures ou retournements annoncés. La commémoration, en 2005, du 25^e anniversaire du mouvement *Solidarnosc* en Pologne a coïncidé avec une effervescence sociale et politique multiforme dans nombre des pays de l'ex-bloc soviétique, désormais voisins de l'UE. La relève générationnelle de ces nouveaux « voisins », en particulier l'Ukraine proche, vient désormais puiser dans ce mouvement non violent, cette révolution autolimitée, fondatrice de la délégitimation du « socialisme réel », la force ou le savoir-faire nécessaire pour arracher de nouvelles avancées démocratiques et un plus grand partage des avancées communautaires. La période que nous vivons incite donc à ce retour réflexif sur les années 1980.
- 17 Jean-Yves Potel nous invite, à cet effet, à considérer la variation des évolutions particulières des systèmes communistes d'Europe centrale et orientale, de leur avènement à leur disparition ; il met en avant la relation toujours conflictuelle qu'il y eut entre les États communistes « à construire » et les sociétés, soumises à d'intenses bouleversements institutionnels, économiques et sociaux sous le régime soviétique. Celles-ci ont toutes forgé, à des degrés divers, des formes d'autonomie ou de résistance, en fonction de leurs dynamiques propres, en interaction plus ou moins forte avec l'extérieur. La mobilisation sociale face à l'État a été fonction de l'histoire politique propre de chaque société et de ses capacités à inventer des voies de sortie spécifiques. Cette histoire influe aussi sur la forme des ruptures obtenues qui jouent un rôle dans les mutations politiques observables. La fragilisation du système par ses contradictions structurelles a créé l'opportunité politique de poches diverses de résistance, souvent capables de s'articuler sur la construction d'identités collectives ou individuelles nouvelles.
- 18 La préparation organisationnelle des années 1970-1980 avec l'apparition d'une société dissidente sous le communisme et les opportunités politiques marquées notamment par la solidarité internationale qui s'articule sur les mouvements sociaux locaux furent les deux facteurs décisifs dans le développement d'un mouvement social qui englobe en 1989 l'ensemble des pays du bloc : l'organisation sociale et son contrôle construits par le pouvoir totalitaire ont eu tendance à se relâcher et les règles formelles à se relativiser ; les mouvements sociaux se sont trouvés ainsi de plus en plus légitimés et

reliés à un mouvement mondial de contestation du système communiste et des désastres écologiques, surtout après la catastrophe de Tchernobyl en avril 1986, tandis que le parti perdait peu à peu son pouvoir de contrôle et se trouvait de plus en plus divisé entre réformateurs et conservateurs.

- 19 Mais, des héritages différents inspirent la culture contemporaine des élites face au politique. À travers les discours d'opposition démocratique, se sont ainsi recyclées des idées nationalistes que l'on considère communément en Occident comme réactionnaires et qui ont eu pour effet le plus souvent de fragmenter le corps social au lieu de lui donner une cohérence nationale nouvelle. La diversité et l'hétérogénéité des motivations des acteurs individuels ou collectifs et des références alternatives au sein d'une même société ont marqué ce paysage de l'après 1989. Les acteurs du changement social ont construit leurs stratégies au fur et à mesure que s'est développé le processus de sortie du communisme et que s'affirmait la vraie nature du régime libéral qui allait le remplacer et dont ils étaient activement parties prenantes pour la plupart. Les conceptions politiques des différents groupes sociaux vont déterminer les grands clivages. Partout, le temps long reprend ses droits.
- 20 Le temps écoulé permet sans doute de mieux répondre aux questions que l'on se posait il y a quinze ans avec acuité : quels types de rupture ces mouvements des années 1989 préfiguraient-ils ? Quelles sont les motivations des acteurs ? Comment identifier la bifurcation entre démocratie ou guerre, réforme ou conservatisme, révolution ou retournement ? S'agit-il de la dernière grande révolution européenne du xx^e siècle et si oui , de quel type est-elle ? Est-ce une révolution conservatrice ou une révolution émancipatrice des égoïsmes nationaux transcendés dans une future structure impériale ?
- 21 Pour illustrer et discuter les propositions avancées, Jean-Claude Famuliki et des observateurs de ces événements (Stanislas Ciosek et Janush Reikorsky) s'interrogent sur cette mobilisation des acteurs stratégiques « de la grande conversion » que l'on voit à l'œuvre dans *Solidarnosc* et la *Perestroïka* et qui vont conduire à la fin du socialisme réel. Les matériaux proposés à l'analyse montrent que beaucoup reste à faire pour éclairer le sujet et que l'on a eu trop souvent tendance à surestimer la capacité révolutionnaire des acteurs de cette période et à sous estimer le rôle d'institutions telles que l'Église catholique dans le cas de la Pologne, celui des médias internationaux ou les similitudes d'évolutions politiques qui se firent jour en Russie et dans la plupart des républiques postsoviétiques, c'est-à-dire un passage à la démocratie formelle qui prit souvent des formes nationalistes et conservatrices. Maintenant que l'intégration de la plupart des États d'Europe centrale a pu se réaliser et que les effets chocs de la transition se sont un peu dissipés, ces États semblent plus enclins à se pencher sur ce passé encore très récent, mais restent encore bien souvent enfermés dans des cadres partisans qui rendent le décryptage difficile.
- 22 De l'Occident, on tend davantage à parler d'un point de retournement qui va permettre un raccordement rapide et spectaculaire au mouvement d'essor du capitalisme financier qui ne trouvera plus de frein sur son passage après la chute du mur mais prendra des formes spécifiques dans nombre d'États postsoviétiques, Russie y compris. Des formes diverses de cet essor démocratique
- 23 Si mouvement « révolutionnaire européen » il y a eu, et approfondissement récent de celui-ci, semble-t-il, il s'agit bien d'une nouvelle phase de généralisation de la démocratie qui s'actualise sous des formes spécifiques. Dans la seconde partie de cet

ouvrage, Jean-Robert Raviot et Andreï Tyrsenko s'attachent à les inventorier et à les décrire pour la Russie en recourant chacun à une terminologie différenciée, révélatrice des mutations en cours et des points de vue adoptés : hyper modernité démocratique, démocratie dirigée, administrée et illibérale, gouvernance démocratique, technodémocratie, démocratie de masse, fédération d'États, etc. Ces nouvelles formes semblent s'inscrire dans des continuités historiques fortes dans le cas russe en particulier : le césarisme tel qu'il apparaît aujourd'hui en Russie sous diverses formes, césarisme de transition, oligarchique ou bureaucratique, relie celle-ci à son histoire longue tout en l'ancrant dans une postmodernité. Loin de faire de la Russie une exception atypique dans le monde politique contemporain, reprise par bon nombre de poncifs occidentaux, l'analyse de Jean-Robert Raviot resitue cette dernière dans la lignée des régimes autoritaires tels qu'on peut les trouver en Amérique latine ou ailleurs, et donne des clés de lecture des autres régimes post-soviétiques.

- 24 Andreï Tyrsenko nous donne, quant à lui, un aperçu des débats politiques tels qu'ils se déroulent dans son pays où le pouvoir de l'idéologie est réenvisagé pour permettre l'intégration d'une société en perte de repères. Mais quelle idéologie peut aujourd'hui renforcer le pouvoir de l'État-nation, dans un contexte marqué par son affaiblissement ? Les symboles du marché politique, une grande diversité de formes de discours politique, abordée sous l'angle de la communication politique, remplacent les traditions et les idéologies et deviennent les nouveaux repères de l'espace public au potentiel unificateur. Le modèle d'une démocratie dirigée (mélange d'éléments autoritaires) et celui de l'empire restent en Russie les alternatives disponibles pour faire face à la situation de mutation globale actuelle. Le modèle impérial repensé avec les concepts gumiloviens semble avoir de nombreux adeptes. La théorie politique « locale » de Lev Gumilov pallie en effet ce vide d'idéologie politique intégratrice ; son succès s'explique en partie par l'attrait de sa construction d'ordre juridique qui hiérarchise les entités politiques entre nations-ethnies et super ethnies rassemblées dans ce système fédératif, et donne une forte dimension territoriale au pouvoir tout en mettant l'accent sur la tolérance interethnique, comme principal ciment de cet édifice fédéral. La Russie doit faire face aujourd'hui à la désorganisation de son espace impulsée par Boris Elstine dont le but avéré fut de casser le système soviétique et de faire fonctionner un nouveau découpage administratif consacrant la souveraineté des républiques.
- 25 Ce nouveau découpage établi par la Constitution de 1993, en cours de révision par le président Vladimir Poutine, est très clairement exposé dans sa logique refondatrice par Anne Gazier qui en montre l'évolution sous les deux présidences. Le système de catégorisation interethnique préconisé par le nouveau pouvoir a été mis à l'épreuve récemment par le dernier recensement. Alain Blum, Catherine Gousseff et Xavier Le Torrivelec montrent que nombre de catégories ethniques supprimées lors du recensement de 1939 pour simplifier la carte ethnique, ont tendance à réapparaître à la faveur de la loi pour les petits peuples dont les revendications sont bâties sur des espoirs de réparation historique et de privilèges associés. On y lit toute la complexité d'une structure que le centre veut fixer une fois pour toutes dans des catégories stables pour les consolider mais dans lesquelles certaines populations ne se reconnaissent absolument pas et revendiquent un autre statut, car à tout statut correspond des droits afférents. La bataille pour la nationalité et le code des Cosaques met ainsi en relief les enjeux autour de ces appellations et identifications depuis les récentes constitutions.

- 26 Les lectures complémentaires que font Patrick Seriot et Sergeï Sakhno de ces catégories nous éclairent sur leurs significations et usages spécifiques en contexte, puis sur leur filiation. Patrick Seriot propose une approche nominaliste de l'histoire conceptuelle des termes de nation et d'*ethnos* dans différents contextes qui lui permet de retrouver les filiations des histoires conceptuelles de ces termes entre la Russie, l'Allemagne et la France, ou plus précisément entre certains courants de pensées présents dans ces différents pays qui partagent ainsi une conception naturaliste déterministe idéologiquement proche par le rejet commun de la philosophie des Lumières. Il met l'accent sur les similitudes d'approche culturaliste et relativiste, proches des théories romantiques de la nation en particulier, qui ont pour effet de naturaliser la culture comme catégorie fermée, homogénéisante et de rapprocher celle-ci de la conception d'un organisme biologique. Il décrit l'histoire conceptuelle de la catégorie de l'*ethnos* de Staline à Bromley, promue sous le soviétisme pour construire l'URSS avec des présupposés idéologiques que l'on voit se perpétuer aujourd'hui dans les républiques titulaires. Cette version russe du culturalisme illustrée dans l'idéologie de Lev Gumilov, semble avoir les mêmes sources idéologiques que celle de Samuel Huntington, mais elle a une finalité différente, à usage interne. Alors que la version huntingtonienne a pour finalité première de réoccidentaliser l'Occident face à des menaces qui émaneraient du monde non occidental et serviraient à légitimer en particulier un renforcement de la coopération euro-américaine en Europe, la version gumilovienne semble moins belliqueuse car plus tournée vers une nécessaire coopération entre les peuples issus de l'Eurasie et de l'Asie centrale en particulier, à un moment où la Russie, amputée d'une grande partie de ses territoires occidentaux, regarde davantage vers son Sud pour recomposer sa puissance.
- 27 Les élites des républiques s'appuient sur cette conception culturaliste héritée pour asseoir et perpétuer leur pouvoir, comme le soulignent Xavier LeTorriavellec pour le Bachkortostan et Marine Le Berre-Semenov pour la Yakoutie. Sergeï Sakhno montre bien derrière l'usage des termes ethnie-nation et l'hésitation qu'il traduit, l'actualisation d'un schéma évolutionniste allant de l'ethnie pré-politique à la nation politique. Il tend à montrer également comment le nouveau responsable de l'ethnographie russe tente de dépasser la construction soviétique mise en œuvre par Bromley pour la mettre en cohérence avec la nouvelle conception politique du président V. Poutine qui est d'individualiser le sujet collectif.
- 28 C'est un héritage difficile pour les élites des républiques postsoviétiques que de s'affronter à ces territoires multiethniques découpés pour les besoins stratégiques de la politique soviétique autour d'ethnies éponymes. Celles-ci revendiquent aujourd'hui la pérennité de cet héritage et s'efforcent de faire coïncider réalité politique et réalité identitaire nationale ; ceci en dépit de la présence de nombreux groupes minoritaires et donc minorisés sur la scène politique. Marine Le Berre-Semenov va dans le sens de Patrick Seriot en analysant la stratégie identitaire ethniciste des élites sahka qui ont essayé par ce biais durant les quinze dernières années d'asseoir leur pouvoir politique et culturel sur leur territoire, pour s'en voir récemment dépossédées par la révision politique préconisée par V. Poutine, désireux de contrôler par là même les richesses minières considérables de leur république. Xavier Le Torriavellec nous montre bien également la stratégie multidimensionnelle que déploient les héritiers des nationalités éponymes pour pérenniser cet héritage. Les nationalités non titulaires espèrent au contraire réorienter le politique vers l'histoire longue, antérieure à la période

stalinienne pour affirmer une identité de groupe qui transcende les frontières existantes comme l'identité tatare. Ethnicisation et territorialisation sont les instruments utilisés pour asseoir le pouvoir des élites.

- 29 Les élites politiques de Bachkirie, très liées au capital économique pétrolier, ont choisi de refondre l'identité de la république aujourd'hui dans un sens conservateur et nationaliste pour consolider leur position et affirmer également leur souveraineté contre le centre moscovite, refusant de retirer du passeport la mention de la nationalité, comme leurs homologues tatars. Il semble aujourd'hui que la jeunesse choisisse de plus en plus librement sa nationalité, comme si le projet libéral individualisant préconisé par V. Poutine prenait corps.
- 30 Bruno Drweski illustre à propos des pays voisins des PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) et de la Russie qui constituent l'isthme mer noire – mer baltique, comme la Moldavie, l'Ukraine, la Biélorussie et les Pays baltes, la prise de souveraineté des pays de cet espace autour d'une identité nationale souvent difficile à mettre en œuvre en raison du caractère composite des populations de ces républiques et des influences contradictoires auxquelles elles sont soumises. Il met l'accent sur la nécessité de plus en plus ressentie au plan économique par les pays de cet isthme de renouer leurs liens d'échanges avec la Russie librement, non plus sous la contrainte comme par le passé, mais en déployant parallèlement d'autres stratégies d'articulation aux espaces de l'UE. Il signale que les pays de cet isthme ont eu pour la première fois depuis des siècles, après 1991, le loisir de redéfinir pacifiquement leurs alliances avec l'espoir d'une stabilité durable, mais que le contexte de l'après 11 septembre 2001 a réintroduit de l'incertitude en remettant l'accent sur les questions de sécurité. L'élargissement de l'Otan également a réveillé les rivalités est/ouest et remis cet isthme au centre d'une ligne de démarcation entre différents prétendants à l'hégémonie (impériale) qui appelle les uns et les autres à repréciser leurs alliances plus clairement. Bien que la nécessité de liens avec la Russie demeure cruciale pour leur développement, les choix de certains en faveur d'un rapprochement avec l'UE se sont récemment affirmés. Bruno Drweski souligne que cette situation inédite devrait entraîner ces différents pays à dépasser la vieille opposition entre eurasistes et occidentalistes dans une nouvelle synthèse qu'une période de stabilité pourrait permettre de réaliser. Virginie Symaniec nous montre, quant à elle, les réticences du pouvoir biélorusse à vouloir s'ouvrir sur une logique de transformation de type UE, privilégiant l'allégeance au pouvoir russe. Elle nous introduit au travers des transformations que les différents pouvoirs politiques ont fait subir aux représentations théâtrales de la nation biélorussienne aux complexités des politiques identitaires qui permettent à ce pays de se situer dans le jeu impérial russe à différentes périodes historiques jusqu'à nos jours. Elle nous montre ainsi à travers les héroïnes mises en scène combien ce pays a été ballotté par les pouvoirs étrangers et les stratégies mises en œuvre pour subsister, au delà de ses allégeances obligées.

De l'importance des régulations institutionnelles dans la période de transition

- 31 Une troisième partie nous incite à réfléchir sur la notion décriée de transition, terme qui a fait couler beaucoup d'encre et que chaque corps disciplinaire ou instance politique ou bureaucratique a eu tendance à définir à ses propres fins, posant les questions qui concernaient directement sa pratique disciplinaire. Plus rares sont ceux qui se sont situés au point d'articulation des systèmes économiques et politiques, souligne Françoise Renversez. Si bien que l'on se trouve ici en face d'un

questionnement diversifié, les uns cherchant à connaître les éléments qui ont favorisé une transition capitaliste réussie tant du point de vue des résultats économiques atteints que des régulations institutionnelles mises en place, les autres mettant en cause l'usage de cette notion sans recours préalable à l'éclaircissement de ses présupposés idéologiques.

- 32 C'est le grand mérite des économistes qui ont contribué à cet ouvrage que d'avoir cherché à proposer des instruments d'analyse de l'incidence du cadre institutionnel sur les comportements des acteurs économiques dans le sillage de l'école régulationniste et de la théorie des conventions.
- 33 Les PECO et la Russie sont pris comme exemples opposés de transition vers l'économie de marché à travers les comportements différentiels des agents économiques de ce point de vue ; tandis qu'Anna Kharchenko-Dorbec met l'accent sur les choix russes suggérés par les organisations internationales et l'importance négative jouée par l'incertitude radicale dans l'évolution des entreprises et de la conjoncture économique russe qui ne se remet pas de ses faiblesses, Olivier Stintzy montre comment les pays entrants ont réalisé graduellement leur transition économique, en privilégiant certains critères de différenciation. Il nous incite à lire leurs trajectoires en pointant la régulation institutionnelle comme facteur essentiel de maîtrise de « cette transition » démocratique. Pour lui, le processus de transition est conçu comme la construction institutionnelle de la monnaie. Contrairement à ce que l'on entend habituellement par ce terme, il n'y a pas mutation de normes socialistes existantes en de nouvelles normes mais destruction pure et simple du système précédent et nécessité de reconstruire de zéro un nouveau système institutionnel.
- 34 Les Balkans sont ensuite pris en exemple par Artan Fuga pour illustrer d'autres aspects de la transition : notamment les fragmentations économiques qui résultent du mode de transition à l'économie de marché, tel qu'il a été pensé par les experts européens. Le plus souvent, ceux-ci ne se sont pas souciés de savoir si une régulation institutionnelle accompagnait la destruction de l'ancien appareil productif socialiste ou si même la stratégie adoptée cadrait avec les équilibres précaires de la société à transformer. Ceux-ci ont été le plus souvent niés ou détruits sans être même appréhendés dans leurs différences. Ce qui a eu pour effet d'aboutir à des fragmentations socioprofessionnelles et économiques héritées de la période communiste qui ne sont plus compensées par des régulations institutionnelles adéquates, les modalités de celles-ci restant calquées sur un modèle national en totale déconnexion avec la réalité économique fragmentée selon des lignes ethniques et donc inopérantes dans ce nouveau contexte.
- 35 Les nationalités éponymes mises en selle de façon dominante sous le communisme semblent confrontées au défi que leur pose la dégradation de leurs conditions de vie et d'exercice du pouvoir au profit de groupes minoritaires souvent restés ou devenus économiquement dominants (les Russes de Lettonie, les Albanais de Macédoine, les Chinois de Mongolie).
- 36 Dominique Even met en scène de façon exemplaire la population mongole, nationalité éponyme, aujourd'hui totalement dominée par les minorités chinoises qui imposent leur mode de vie sédentaire à une population nomade qui se voit désormais privée des conditions matérielles de sa reproductibilité. Les minorités chinoises reprennent à leur compte une parti de la culture mongole pour favoriser le tourisme ethnique dont leur emblème sédentaire n'est autre que Gengis Khan ! Masquant la réalité de la colonisation, elles n'hésitent pas à faire usage de la différence.

- 37 Cette réflexion met ainsi en parallèle les formes de réorganisation économique et les formes du devenir politique telles qu'elles sont impulsées par des facteurs externes et internes : les facteurs externes peuvent être la pression néolibérale incarnée par la politique européenne ou celle du FMI pour l'Albanie ou l'Ouzbékistan, ou la politique chinoise pour la Mongolie. Les facteurs internes sont en particulier les formes de structuration économique et sociale héritée du système soviétique ou antérieures à celui-ci qui perdurent et fracturent la réalité sociale et politique en l'absence de pouvoir étatique fort, ou inversent la situation des groupes ethniques, provoquant l'émergence de conflits nationaux sur de nouvelles bases ainsi qu'une reformulation inédite des rapports sociaux.
- 38 Émilie Maj adopte un autre angle de vue pour décrire l'évolution de la société multiethnique de la république Sakha, celui des rapports entre ville et campagne et entre ville et nature pour montrer les difficultés économiques et les désastres écologiques qu'elle doit affronter en matière environnementale dans les régions polaires. Elle met en évidence également la prééminence de la logique urbaine industrielle sur une logique qui intégrerait l'idéologie du développement durable et de la défense environnementale à partir d'une nouvelle pensée de la ville et de l'avenir du pays. Elle montre bien comment l'aide internationale pour la préservation des territoires dégradés a favorisé l'élaboration d'une politique écologique génératrice d'un autre type de développement et d'une conscience environnementale nouvelle. Mais celle-ci semble désormais détournée de ses objectifs initiaux car elle entre en contradiction avec les impératifs de survie et de compétitivité des habitants de la république qui doivent faire face à la pression du centre pour l'accaparement de ses ressources minières. Les élites politiques, qui avaient bénéficié en 1991 d'une certaine autonomie pour infléchir tant soit peu leur politique dans le sens d'une logique de durabilité, ont désormais les mains liées pour gérer cette manne, au profit d'une politique prédatrice du centre de la Fédération sans égards pour l'écologie.
- Ambiguïtés et tâtonnements dans l'empire qui vient...
- 39 Cet article fait la transition avec la quatrième partie qui met l'accent sur l'articulation nouvelle et les rapports complexes qu'entretiennent dès lors les espaces postcommunistes avec les institutions internationales avec l'UE à travers sa politique d'élargissement et de voisinage, et les vecteurs de la politique américaine que sont les organisations non gouvernementales.
- 40 Olivier Audéoud montre en quoi « la construction européenne » est une entreprise de transformation de l'espace européen qui se réalise à la faveur de trois types d'action : l'ouverture des frontières, le développement régional et eurorégional et l'autonomie des localités. La philosophie de l'UE et l'expérimentation de ses instruments ont commencé il y a cinquante ans avec l'élaboration conceptuelle et opérationnelle des eurorégions à l'Ouest de l'Europe. Ces méthodes ont été ensuite transposées à l'Est pour y devenir des outils de collaboration et de connaissance mutuelle de pays jusque-là séparés par des frontières étanches. L'auteur montre la nécessité d'une élaboration juridique de ces eurorégions et d'actions financières incitatives pour que les États-nations entrants acceptent de se départir de leur part de souveraineté sur ces espaces litigieux. L'UE a utilisé la régionalisation à la fois comme moyen de développement et structure de gestion, et en a fait un élément de l'acquis communautaire. Les eurorégions, quant à elles, accompagnent l'élargissement en tempérant des éventuelles rivalités entre les nouveaux pays membres. Elles touchent une grande partie des

territoires des nouveaux entrants qui comportent une proportion élevée (jusqu'à 60 %) de territoires frontaliers et s'avèrent également être très utiles pour une approche transnationale des infrastructures (transport, tourisme). L'Europe connaît ainsi, par leur biais, une de ses principales réussites, le travail local transfrontalier.

- 41 Barbara Despiney-Zochowska illustre concrètement cette politique en se penchant sur les lieux de réconciliation emblématiques où elle s'est déployée, notamment entre la Pologne et l'Allemagne pour préparer le premier élargissement : l'eurorégion Oder Niesse et la région de la Lusace.
- 42 Intéressée à démontrer que le concept marshallien de système productif local, tiré du modèle italien, peut être opératoire dans les territoires de l'Europe élargie, si les conditions complexes de sa réalisation sont réunies, elle fait l'hypothèse de la recreation d'un tel système productif local sur le territoire de la Lusace qui a, au contraire, des territoires voisins de Tchéquie et de l'ex-RDA, gardé une population minoritaire homogène capable de mettre en œuvre un tel système basé sur des logiques anciennes d'échanges économiques et de transmission de savoirs-faire.
- 43 Elle voit dans l'exemple de la Lusace et plus largement dans le système productif local, l'instrument d'une politique de développement territorial efficace et un modèle encourageant pour la réorganisation économique de certaines zones transfrontalières d'Europe centrale et orientale.
- 44 Dans une démarche plus critique à l'égard des modes d'intervention européens se situent les articles de Michel Streith et de François Bafoil. Chacun y voit une application trop mécanique de modèles élaborés ailleurs, modèles qui comportent des risques d'inadaptation des outils et des instruments de financement et de transformation non négligeables. Dans l'agriculture, Michel Strieth stigmatise la fiction de la réversibilité de l'histoire et le flou conceptuel qui entoure la transition pour réaffirmer qu'une politique agricole doit tenir compte aussi des comportements « irrationnels » *a priori* du repli paysan actuel et des cas émergents plus que des typologies toutes faites pour élaborer ses plans de financement. Pour lui, le temps long reste une donnée fondamentale qu'il faut réintroduire pour évaluer les ruptures, mais aussi les continuités et les traces laissées par le communisme dans les sociétés paysannes.
- 45 D'un point de vue économique général, François Bafoil met en garde contre une politique de fonds structurels, considérée comme le principal moteur des transformations à venir mais qui n'a pas assez pris en compte le contexte institutionnel sur lequel ces fonds étaient attribués, contexte le plus souvent défaillant car relevant, pour lui, d'une « transition politique et institutionnelle » extrêmement complexe et non réductible à celle appliquée tant à l'Ouest de l'Europe que dans les pays sous développés d'Afrique ». La mise en place de relais opérationnels pour gérer ces fonds à bon escient demandait une réflexion plus approfondie sur les contextes dans lesquels ils étaient injectés, pour être efficacement employés, au risque de choix plus politiques que la Commission s'est toujours en théorie refusé à faire, s'opposant par là-même à toute remise en cause de ses instruments et de ses méthodes d'expertise qui réduisent la société civile à un rôle de récepteur passif et non d'interlocuteur actif du processus de transformation.
- 46 Laure Delcour montre également la difficulté d'une évaluation claire et positive des programmes Tacis, proposés aux pays du voisinage, au plan politique et économique, mais généralement attribués pour la grande majorité à la Russie. Elle souligne pareillement l'application de schémas de développement dit d'assistance technique

éprouvés ailleurs sans effort de réflexion suffisant pour une adaptation adéquate et efficace. Les résultats sont généralement diffus et étalés dans le temps et les instruments souvent perçus comme de simples outils économiques et politiques au service des intérêts européens, ou inopérants, vu la méconnaissance générale des contextes récipiendaires de cette aide conçue pour d'autres pays, en raison de l'absence d'experts de la zone et de la rapidité d'action stratégique qu'il a fallu déployer pour faire face à l'ampleur de la tâche. Le mérite du programme Tacis est d'avoir permis, semble-t-il, la construction d'un dialogue avec la Russie et l'esquisse d'une politique étrangère de l'UE.

- 47 Boris Pétric met bien en avant cette logique techniciste arborée par les instances européennes qui se cachent derrière ce paravent technique pour masquer le caractère éminemment idéologique de modèles opérationnels mis en œuvre au plan global et transnational, et dont les politiques européennes de voisinage ne sont que des reflets. La logique appliquée aux pays d'Asie centrale est de même nature. Les institutions internationales apparaissent, par le biais de leur politique de financement, comme les acteurs centraux des transformations des structures de pouvoir de ces nouveaux États souverains postsoviétiques. Ceux-ci ont en quelque sorte changé de maîtres et obéissent désormais plus aux dictats financiers de Bruxelles ou de Washington que de Moscou avec laquelle ils ont pu prendre des distances, grâce à cette manne. B. Pétric montre que l'intégration à un mode de pensée et de faire global orchestré par ces institutions internationales est puissamment relayée sur le terrain par des ONG qui assortissent ces modes de fonctionnement à de puissants enjeux financiers. Ce n'est pas pour rien que V. Poutine a récemment refusé la légalisation de leurs activités sur son territoire. Les transformations du pouvoir des États postsoviétiques ne peuvent se lire désormais, selon cet auteur, en dehors de leur action prédominante.
- 48 Dans la perspective d'intégration européenne et d'élargissement, l'évaluation de l'impact des aides occidentales devient donc un enjeu très important. À travers ce premier aperçu de la gouvernance européenne, la manne distribuée apparaît comme l'une des sources du pouvoir des élites, instrumentalisée dans leur propre société pas forcément pour introduire la démocratie mais plus souvent pour servir un clan au détriment d'un autre. Il en ressort une amorce de réflexion critique sur le sens de la neutralité de l'expertise européenne dans les espaces post-communistes. La diffusion des normes néolibérales qu'elle favorise est plus ou moins facilitée selon les lieux : on voit de plus en plus se construire une image de l'Occident pour le moins ambiguë.
- 49 Galia Valtchinova poursuit sur le thème de l'ambiguïté et nous montre la complexité des choix auxquels sont confrontés les populations ex-communistes, de confession orthodoxe après les guerres des Balkans. Elle fait état de la désorientation des Bulgares face à cette Europe dont le bras armé ou le rempart sécuritaire semble son allié états-unien. Les frappes de l'Otan ont révélé son impuissance et clivé les sociétés balkaniques en deux. Depuis lors, la Bulgarie qui aspire à rentrer dans l'UE en 2007, s'est démarquée fortement du modèle serbe, en rejetant orthodoxie et communisme d'un côté, l'héritage « culturel honteux légué par l'Empire ottoman » de l'autre. Elle réagit au 11 septembre de façon ambiguë, en cherchant à se rapprocher du modèle américain malgré son hostilité aux frappes, tout en refusant « le choix de civilisation » qu'il impose explicitement.
- 50 L'auteur met en avant le concept d'intimité culturelle pour rendre compte de la façon dont les sociétés du centre-est balkanique gèrent ces tensions contradictoires en

tendant de les dépasser par la construction d'un sens interne, partagé par tout un sous-ensemble régional. Cette interprétation a l'avantage de mettre également à distance l'interprétation huntingtonnienne de plus en plus médiatiquement imposée par les partisans d'une intégration atlantiste de l'Europe resserrée autour du concept de civilisation européenne en danger et d'ouvrir sur d'autres choix, plus nuancés.

- 51 Le texte de Cherifa Chaour interpelle une Europe, traversée de peurs et de fantasmes culturalistes, à l'œuvre à travers ses différentes politiques migratoires et de voisinage tant à l'Est qu'au Sud, de son point de vue situé d'Algérienne confrontée de près aux dérives intégristes de son pays. Elle souligne l'ambivalence des choix d'orientations des initiateurs de projet de Constitution européenne et de certains nouveaux entrants, surtout révélés autour des débats sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. Elle rappelle que son statut non politique ne la rend en rien contraignante ni coercitive pour les États qui continuent à gérer leurs territoires, au travers de leur politique migratoire, en fonction de leurs intérêts propres, consacrant l'ambiguïté de cette construction et la faiblesse de son poids politique international.
- 52 Wanda Dressler termine cet ouvrage par une interrogation sur la Russie de V. Poutine après le 11 septembre 2001 et l'Irak et ses choix idéologiques. L'article retrace la façon dont la Russie réémerge progressivement sur la scène internationale pour reprendre sa place parmi les puissants de ce monde. Il met en évidence la déconnexion existant cependant entre un discours souvent hostile à l'Europe comme si la bipolarisation est/ouest continuait sous de nouvelles formes, avec la réalité de l'intégration économique de la Russie à l'Europe.
- 53 La réémergence de la Russie comme acteur clé de la scène énergétique européenne n'est pas sans créer la surprise et mettre à jour ces nouvelles tensions impériales dans une Europe dont on voit l'unité et la détermination politique se fissurer au fil du temps. Le futur nous dira si l'on parviendra à dépasser les vieux schémas qui structuraient l'imaginaire, tant des Russes que des Européens, entre slavophiles et occidentalistes, pour constituer une Europe de l'Atlantique à la mer Caspienne, selon le vœu des présidents géorgiens et ukrainiens qui ont souhaité former avec la Russie une nouvelle communauté des États démocratiques !
- 54 L'influence déterminante du nouvel empire mondial dans l'accélération de la libéralisation portée par des démocraties encore fragiles et instables se fondait notablement sur la démonisation de « l'autre oriental », comme au temps de la guerre froide, et visait l'affaiblissement du pouvoir européen en formation et du pouvoir russe en reconstitution, à travers la rhétorique du choix de civilisation. La Russie avait jusque là avantage à aller dans le sens de cette démonisation dont elle a su jouer habilement. Ce discours ne semble plus de mise. Les responsabilités que la Russie va devoir prendre au sein des instances tant européennes que mondiales en assurant la présidence du G8 et celle du Conseil de l'Europe risque de changer quelque peu les images et les idées que l'on a pu élaborées à propos de cette Europe en devenir et de son modèle de système régional d'État. Dans le contexte actuel du débat énergétique européen, cette situation ouvre des perspectives totalement inédites.

AUTEUR

WANDA DRESSLER

Chercheur, HDR, Ladyss, CNRS, dressler@u-paris10.fr